

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 1 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **Entre Yerres (hier) et aujourd'hui...**
- 2) **Elle change de discours**
- 3) **Il dénonce Le Pen**
- 4) **Stop aux invectives dont il est l'objet**
- 5) **Borloo fonce !**
- 6) **Le Pen ratisse le jardin...**



Gérard Diez La Presse en Revue



I) Quand Nicolas Dupont-Aignan tapait sur le FN

Par LIBERATION

La candidate du Front national à l'élection présidentielle Marine Le Pen a annoncé samedi qu'en cas d'élection, elle nommerait Premier ministre Nicolas Dupont-Aignan.

Quand Nicolas Dupont-Aignan tapait sur le FN

Ils se sont donnés du «Marine» et du «Nicolas», ont fait valoir leurs points communs à eux, les «patriotes», ceux du camp de «l'anti-système», sans oublier de se vanter de faire, ensemble, «passer l'intérêt de la France avant les intérêts personnels».

Le mariage est donc désormais scellé, Marine Le Pen ayant annoncé ce samedi qu'élue, elle nommerait Nicolas Dupont-Aignan à Matignon, et l'entente semble-t-il, harmonieuse.

«Marine Le Pen et moi nous sommes rencontrés à plusieurs reprises cette semaine. Notre feuille de route, nous l'avons rédigée en quelques minutes tellement c'était évident», a ainsi expliqué le candidat de Debout la France, ses 1,7 millions d'électeurs en poche.

C'est vite oublier qu'il y a peu de temps encore, cette alliance n'était pas tout à fait une évidence, à en croire Nicolas Dupont-Aignan lui-même.

«Ma ligne est très simple : je suis patriote et gaulliste. Et les gaullistes ne peuvent pas s'allier à un parti dont Jean-Marie le Pen est toujours président d'honneur. Ce n'est pas possible», déclarait-il en 2013.

Quatre ans plus tard, rappelons-le, Jean-Marie Le Pen est encore président d'honneur. Et on ne peut pas vraiment dire qu'il se soit calmé, comme le montre sa dernière sortie, à propos de Xavier Jugelé, le policier tué sur les Champs-Élysées.

«Est-ce que vous avez envie de confier la France à la famille Le Pen ? Non», affirmait encore le même Dupont-Aignan il y a trois ans.



Déclaration commune de Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen, à Paris, le 29 avril. Photo Laurent Troude pour Libération



Debout la France@DLF_Officiel
"Est-ce que vous avez envie de confier les clés du pays à la famille Le Pen ?" @dupontaignan #ONPC

Critiquant le parti de sa nouvelle alliée, Nicolas Dupont-Aignan a souvent déploré ses appels du pied. En décembre 2015, il affirmait ainsi : «Assez de ces petites manœuvres de débauchage individuel, Debout la France reste un parti indépendant du système et des extrêmes». Et assurait du même coup que le FN et lui même étaient «incompatibles».

Il n'y a pas si longtemps, en septembre, il se disait même «excédé» par le «racolage incessant» du FN, dans un entretien à Paris Match. «Le FN peut s'impatisser, continuer à me draguer ostensiblement, il perd son temps.»



Debout la France@DLF_Officiel
"À @f_philippot je réponds que nous sommes gaullistes et que nous ne pouvons nous allier avec l'extrême droite" @dupontaignan @C_Barbier

En mars 2017, sur France Inter, il répétait : «Aucune raison de laisser la France coincée entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen». Et pour ceux qui n'avait pas perçu ses différences avec Marine Le Pen, il déclarait : «Chez Debout la France, il n'y a pas d'arrière-boutique d'extrême droite comme au FN».



Debout la France@DLF_Officiel
Nicolas @dupontaignan : "On peut protester avec le #FN, on ne peut pas gouverner avec le FN !" @ParisMatch

Une dernière déclaration pour la route : «Le Front national n'apporterait pas les bonnes solutions qui

permettraient de sauver la France. Le Front national est le meilleur allié du système», affirmait-il en novembre.

Ce volte-face a d'ailleurs perturbé au sein du parti de Nicolas Dupont-Aignan. Le vice-président de Debout la France, Dominique Jamet, a démissionné. «Je pense que Nicolas Dupont-Aignan a commis une faute morale, car je ne trouve pas sain que l'on fasse une alliance avec un parti moins sur la base d'idées communes que sur une base politicienne», a-t-il expliqué.

LIBERATION



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Présidentielle : les circonvolutions de Marine Le Pen sur la sortie de l'euro

Le Monde.fr avec AFP



Marine Le Pen, candidate au deuxième tour de la présidentielle 2017 fait un meeting à Nice le 27 avril 2017. La candidate pendant son discours. LAURENCE GEAI POUR LE MONDE

Dans les six points de l'« accord de gouvernement » conclu entre Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen figure la question de l'euro. La sortie de la monnaie unique européenne, longtemps au cœur des propositions de l'extrême droite, n'apparaît plus désormais comme une mesure phare de la candidate du Front national au second tour de l'élection présidentielle.

Que dit précisément le programme de Marine Le Pen à ce sujet ? De quelle manière le discours de la candidate frontiste a-t-il évolué ? Le point sur la question.

Ce qui figure dans l'accord avec Nicolas Dupont-Aignan

L'accord de trois pages conclu entre les deux alliés comporte six « engagements » avec certains ajustements au programme du FN, notamment sur l'euro pour affirmer que « la transition de la monnaie unique à la monnaie commune européenne n'est pas un préalable à toute politique économique ».

La transformation de la monnaie unique en monnaie commune, avec un retour parallèle au franc, n'est plus affichée comme une priorité par les deux dirigeants, qui évoquent un « calendrier adapté aux priorités et défis immédiats ».

Une allusion à la sortie de l'euro de plus en plus discrète

Avant même l'annonce de l'alliance avec le président de Debout la France, Marine Le Pen avait infléchi son discours.

Dans les « 144 engagements présidentiels » publiés sur son site de campagne avant le premier tour de l'élection présidentielle, il était question de « retrouver notre liberté en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique) ». La candidate formulait alors son souhait du « rétablissement d'une monnaie nationale adaptée à notre économie, levier de notre compétitivité ».

En revanche, cette mesure – clivante au sein de son parti – n'apparaît pas explicitement dans la profession de foi publiée en vue du second tour, qui l'opposera le 7 mai à Emmanuel Macron. Sous le chapitre « restaurer la démocratie, rendre la parole au peuple », Mme Le Pen écrit : « En renégociant les traités européens pour retrouver notre souveraineté et bâtir une Europe des Nations », sans aucune allusion à l'euro.

Un calendrier qui varie

Dans un entretien au Parisien Dimanche le 30 avril, la candidate du FN affirme n'avoir « jamais dit que la France » sortira de l'euro. « Je vais demander [à l'UE] de pouvoir maîtriser notre monnaie. Cela veut dire transformer l'euro monnaie unique en un euro monnaie commune. Monnaie qui ne concernera pas les achats quotidiens mais uniquement les grandes entreprises qui font du commerce international », explique Mme Le Pen, qui récuse toute contradiction.

« Nous aurons une monnaie nationale comme tous les autres pays et nous aurons ensemble une monnaie commune. Voilà, c'est aussi simple que ça (...) Moi, je pense que l'euro est mort », déclare-t-elle.

Marine Le Pen a régulièrement répété que, dès son élection, si elle remportait la présidentielle, elle entamerait une négociation avec l'UE pour « restituer au peuple français sa souveraineté monétaire, législative, territoriale, économique ». A l'issue de cette négociation à laquelle elle accordait six mois, elle prévoyait un référendum sur l'appartenance à l'UE.

Ce n'est pourtant pas le calendrier annoncé samedi par Marion Maréchal-Le Pen, députée FN du Vaucluse et nièce de la candidate. Selon elle, la négociation souhaitée par le FN sur l'Union européenne et l'euro en cas d'accession à l'Élysée de Marine Le Pen commencerait en 2018 et prendrait « plusieurs mois », voire « plusieurs années ».

Marion Maréchal-Le Pen a rejeté le délai de six mois communément admis : « Je pense que cette position, même sur le plan des traités stricto sensu et du droit, n'apparaissait pas tout à fait réalisable. » « Ça sera un long processus, un processus mûri, ce sera un processus profondément démocratique », a-t-elle estimé.

Une mesure qui fait débat au sein du Front national

Depuis 2012, la sortie de l'euro n'est plus présentée comme la clé de voûte du projet Le Pen mais comme une mesure parmi d'autres, agitée pourtant comme un chiffon rouge par plusieurs de ses adversaires au premier tour, notamment François Fillon et Emmanuel Macron.

Elle apparaît aussi comme une ligne de fracture interne au Front national. Mme Le Pen a tempéré

sa communication en la matière, dénoncée hors micro par nombre de frontistes, au premier rang desquels Marion Maréchal-Le Pen, comme l'un des principaux freins à leur progression électorale. Le bras droit de Marine Le Pen, Florian Philippot, est pourtant l'un des ardents défenseurs de la proposition. « Il faut politiser cette question, la remettre dans le contexte : nous sommes pour la souveraineté économique », disait-il en février.

La fin de la monnaie unique, au cœur du programme de la candidate du Front national à l'élection présidentielle, est par ailleurs loin de faire consensus dans l'opinion, selon des sondages régulièrement réalisés. Nuancer sa position sur le sujet lui aura au moins permis un rapprochement avec le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan.

lemonde.fr

III) L'ex-secrétaire de Jean Moulin dénonce Le Pen, « la France de la réaction »

Dans le « JDD », Daniel Cordier, l'un des onze derniers compagnons de la Libération encore en vie, appelle à voter pour M. Macron.

Le Monde.fr avec AFP

« *Monstrueux.* » C'est le terme choisi par l'ancien secrétaire de Jean Moulin, Daniel Cordier, pour qualifier la possible élection de la candidate du Front national (FN) à la présidence de la République. Dans un entretien au Journal du dimanche du 30 avril, l'homme qui est parti à Londres en 1940 alors qu'il n'avait « pas vingt ans » pour entrer dans la Résistance lance un message clair : « [Marine] Le Pen, je dis non. »

LAPRESSEENREVUE.EU



Daniel Cordier à l'Elysée le 6 juin 2014. FRED DUFOUR / AFP

« *Le Pen, dans la vie politique française, représente la négation de tout ce pour quoi nous nous sommes battus. Le Pen, c'est la France de la réaction, c'est la France de Maurras qui continue. Ce retour est effrayant* », poursuit M. Cordier, l'un des onze derniers compagnons de la Libération encore en vie. Agé de 96 ans, il s'exprime pour la « première fois » dans le débat politique.

« Une imposture »

Militant dès l'âge de 17 ans à l'Action française (mouvement politique nationaliste et monarchiste d'extrême droite), il s'était opposé à l'armistice et avait embarqué le 21 juin 1940 à Bayonne pour arriver à Londres. Secrétaire de Jean Moulin en 1942-1943, ses opinions ont évolué vers la gauche. « *J'avais voté Hollande en 2012 et je trouve le résultat décevant* », confie-t-il au JDD.

Daniel Cordier appelle « *sans hésitation et sans aucune réserve* » à voter pour Emmanuel Macron, le représentant du mouvement En marche !. « *Quand il est allé visiter l'usine Whirlpool dans une ambiance hostile, il s'est battu. Il a été mieux que je ne l'aurais imaginé.* » Interrogé sur les allusions au gaullisme dans les discours de Marine Le Pen et de son nouvel allié Nicolas Dupont-Aignan, l'ancien secrétaire de Jean Moulin considère que ce sont des « *mots creux* » : « *Quand je les entends revendiquer cet héritage je le ressens comme une imposture.* »

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Marie-France Garaud ou le naufrage d'une gaulliste ralliée à Le Pen



Jack Dion
Directeur adjoint de la rédaction
Auteur du livre *Le mépris du peuple* (LLL).

Cette figure de la Vème République adoube Marine Le Pen dans le Figaro. Emportée par un Euroscepticisme qui a viré à l'Europahobie pure et dure, elle semble avoir tout oublié.

Du gaullisme historique au naufrage historique, il n'y a parfois qu'un pas. Marie-France Garaud, ex-conseillère de Georges Pompidou, ancienne députée européenne non inscrite, l'a franchi avec allégresse en adoubant Marine Le Pen au point d'appeler à voter pour la candidate FN par haine d'Emmanuel Macron, considéré comme un traître à la patrie. On entend déjà le général de Gaulle se remuer dans sa tombe en grommelant.

Le nom de Marie-France Garaud renvoie à un temps que les moins de cinquante ans peuvent ne pas connaître. Tout en restant dans l'ombre, elle fut une figure de la Vème République, notamment sous la présidence de Georges Pompidou.

A l'époque, avec son collègue Pierre Juillet, elle forma un couple d'éminences grises d'une redoutable efficacité, faisant et défaisant les carrières, mettant le pied à l'étrier de quelques jeunes loups, en brisant d'autres à jamais. Telle une Raspoutine en talons, la passionaria au chignon impeccable faisait régner la terreur dans son entourage. Elle se voulait la gardienne d'une ligne orthodoxe certes contestable, rigoriste, très droitière, mais toujours inspirée d'une vision de la France se réclamant, à tort ou à raison, du gaullisme flamboyant.

L'ancienne conseillère a franchi une étape qui fait regretter le temps où elle était dans l'ombre

Une fois au pouvoir, Jacques Chirac avait voulu la conserver à son service avant de réaliser qu'entre Bernadette et elle, il y avait une Première dame de

de trop. Opposée à Maastricht puis, en 2005, au Traité Constitutionnel Européen, Marie France Garaud sera un temps députée européenne proche de Charles Pasqua et Philippe de Villiers avant de tirer sa révérence et de s'occuper de ses chevaux dans son Poitou natal. Cela ne l'empêchait pas de revenir parfois sur le devant de la scène pour dénoncer avec verve les Eurobéats et rappeler qu'à ses yeux, l'Europe était plus allemande qu'européenne.

Cette fois, l'ancienne conseillère a franchi une étape qui fait regretter le temps où elle était dans l'ombre. Interrogée par Le Figaro, elle explique que « nous sommes placés devant l'éventualité d'un IVème Reich » (sic), qu'il faut sortir de l'UE au plus vite, que « Marine Le Pen est la seule candidate qui n'est pas pieds et poings liés devant les Allemands » et qu'elle a « le sens de l'Etat au point de préserver notre nation ». Fin du ralliement de la honte.

Emportée par un Euroscepticisme qui a viré à l'Europahobie pure et dure, elle a tout oublié

Le hasard veut que Marie-France Garaud tienne ces propos au moment même où le FN doit se débarrasser de son secrétaire général par intérim, le député européen Jean-François Jalkh, en raison de ses propos négationnistes tenus en avril 2000 à propos des chambres à gaz et de Roger Faurisson. Après avoir vainement tenté de minimiser l'affaire, Marine Le Pen a finalement décidé d'exfiltrer l'impétrant et de nommer à sa place Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont, lui-même ancien de l'Oeuvre Française, tenant d'une haine anti-arabes décomplexée.

Marie-France Garaud n'en a cure. Emportée par un Euroscepticisme qui a viré à l'Europahobie pure et dure, elle a tout oublié.

Elle a oublié que parmi les fondateurs du FN, il y a des personnages douteux ayant essayé de faire assassiner le général de Gaulle quand l'OAS considérait que l'Algérie, c'était la France, et que tout militant anticolonial était bon pour le pain de plastic. Elle a oublié que si le FN d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier, il en a gardé de beaux restes et que sa mue n'en a pas fait un parti attaché aux valeurs Républicaines (c'est un euphémisme).

Bref, en ralliant Marine Le Pen, Marie-France Garaud enterre une nouvelle fois le général de

Gaule et c'est triste pour tous ceux qui sont encore attachés aux idéaux que symbolise le père du Conseil National de la Résistance. Il est des principes avec lesquels on ne transige pas.



IV) Cynthia Fleury : “Jean-Luc Mélenchon mérite mieux que les invectives dont il est l’objet”



Jean-Luc Mélenchon le 18 mars 2017 à République (Eric Feferberg/AFP)

Professeur de philosophie à l’American University of Paris, psychanalyste et titulaire de la chaire de philosophie de l’Hôtel-Dieu, Cynthia Fleury revient sur la campagne électorale avec son regard acéré d’intellectuelle en prise avec la vie de la cité.

Dans votre essai *La fin du courage* (Fayard, 2010), vous rappelez qu’il n’existe pas de courage politique sans courage moral. Le choix de Jean-Luc Mélenchon de ne pas donner de consigne de vote à ses électeurs vous apparaît-il comme courageux – en cela qu’il se refuse à toute injonction morale – ou lâche, parce qu’il refuse de trancher entre deux solutions – Emmanuel Macron et Marine Le Pen – nécessairement imparfaites ?

Cynthia Fleury – C’est une question compliquée. Ce qui est certain, c’est que le choix de Jean-Luc Mélenchon mérite qu’on essaie de l’entendre, à

défaut de forcément le comprendre. Je ne suis personnellement pas d’accord avec l’option qui est la sienne. La responsabilité ne se réduit pas forcément à une insuffisance des valeurs ou des principes. Elle est aussi une forme de conviction. J’ai évidemment bien conscience que le “front républicain” est encore instrumentalisé pour masquer les effets d’une mondialisation que la politique, avec les différents échelons qui sont les siens (du local à l’international) cherche trop peu à “réguler”. Mais la banalisation du FN reste à mes yeux un acte irresponsable.

Il n’empêche : le candidat de la France insoumise mérite mieux que les invectives dont il est l’objet depuis quelques jours. Par son parcours, par son engagement, par sa densité citoyenne, Jean-Luc Mélenchon a le droit d’être tout simplement respecté. Selon lui, la politique d’Emmanuel Macron renvoie à un néolibéralisme plus ou moins marqué, dont les effets en termes de justice sociale sont potentiellement ravageurs. Or, l’on sait bien que le vote FN se cristallise précisément sur ce sentiment d’injustice et de déclassement. Devoir choisir entre Macron et Le Pen s’apparente donc pour le leader de la France Insoumise à un piège. Rappelons par ailleurs qu’il n’a évidemment pas appelé à voter le FN : il renvoie chaque citoyen à sa conscience. Cela étant, il me semble qu’en tant qu’homme politique, il aurait pu davantage expliciter les raisons de son non-choix, qui est un choix en soi, d’autant qu’il avait clairement appelé à faire barrage à Jean-Marie Le Pen en 2002. Il aurait donc gagné à être plus pédagogue, ne serait-ce que pour des raisons de lisibilité de son changement de cap. [entretien réalisé avant la prise de parole de Jean-Luc Mélenchon, vendredi 28 avril – ndlr]

La notion de “consigne de vote” a-t-elle encore un sens aujourd’hui, à l’heure où la défiance envers les politiques mais aussi la volatilité électorale n’ont jamais été aussi grandes ? N’est-ce pas une façon d’infantiliser les citoyens ?

Ce terme peut sembler dépassé, mais pour tous les électeurs qui sont encore dans un lien de reconnaissance de l’autorité de leur parti – et il en reste –, connaître le vote du leader vers lequel on s’est soi-même tourné n’est pas neutre.

Bien sûr que les électeurs ne veulent pas se sentir dépossédés de leur vote, mais cela compte de connaître la réflexion pour le 2nd tour de celui qui nous a représentés lors du 1er tour.

Si ce n'est pas forcément une "consigne" que celui-ci doit donner à ses électeurs, il peut néanmoins participer de leur consentement éclairé en expliquant, en toute transparence, ce qu'il s'apprête à faire. Cela fait partie d'un mode de fonctionnement classique des partis, avec un peu de verticalité.

Dans votre dernier essai, *Les irremplaçables* (Gallimard, 2015), vous insistez sur la notion d'irremplaçabilité de l'individu dans la régulation démocratique. Autrement dit, la démocratie ne peut s'exercer qu'à condition de maintenir les sujets libres et irremplaçables. Les injonctions aux différents "votes utiles" qui ont émaillé cette campagne électorale ont-elles permis aux citoyens de demeurer des sujets libres ?

Je le crois. Il ne faut pas oublier que la liberté n'est jamais une toute-puissance. C'est une affaire de contrainte. Qui dit vote dit décision, dit renoncement, dit deuil. La liberté, ce n'est pas la permissivité totale. C'est pourquoi je crois important de démythifier le vote : ce n'est pas forcément le moment d'affirmation d'une conviction absolue, mais un outil de régulation de la démocratie dont il faut bien sûr chercher à améliorer la représentativité et la légitimité (comptabilisation du vote blanc, modes d'accès et des conditions à la candidature à pluraliser, etc...) D'où l'importance de faire vivre la démocratie de façon continue et pas seulement par intermittence, au seul moment du vote. Je crois que la conviction de chaque citoyen peut s'exprimer aussi à d'autres occasions que lors des élections, par des engagements plus quotidiens, par l'exercice de la démocratie sociale, etc.

Nous sommes désormais dans l'entre-deux-tours. Que pense la psychanalyste que vous êtes du discours d'Emmanuel Macron au soir du premier tour et de sa désormais fameuse virée à la brasserie de la Rotonde ? Satisfaction légitime ou délire mégalomane ?

Il est toujours symptomatique de voir une personne, parfaitement rompue aux jeux des médias, dont la candidature a aussi en grande partie été portée par eux, se jeter ainsi dans la gueule du loup. Est-ce une bêtise due à la fatigue de la campagne ou une vraie incompréhension des symboles, ce qui dénoterait un caractère très "hors réalité commune" dudit candidat ? Il n'en reste pas moins qu'Emmanuel Macron est candidat à la présidence de la République, et qu'il n'est donc plus uniquement Emmanuel Macron aimant aller à La Rotonde. Cela renvoie inutilement à de mauvais souvenirs et postures sarkozystes.

De toute façon, la jouissance, hors de la scène/sphère de l'intime, est jugée immédiatement obscène, et d'autant plus pour un homme public. Côté discours, le temps infini pour le prononcer était également inapproprié, par son manque d'humilité et de gravité face à la situation. Emmanuel Macron doit veiller à ne pas prendre les codes de l'histrionisme démocratique (séduction permanente des médias, mise-en-scène de la vie privée, etc...), et c'est loin d'être ainsi car la télévision se nourrit principalement de cela. La représentation nationale ne s'appuie nullement sur "l'authenticité" de la personnalité du chef de l'État, mais sur la capacité de représenter l'intérêt général d'un monde commun. Macron n'aspire pas à devenir le représentant de la "gauche caviar", mais d'une sorte de front républicain permanent, ce qui va demander là aussi d'abandonner très vite ses anciens réflexes. La société du spectacle est un monde où seule la forme (acceptable par l'audience) fait office de fond.

Justement, certainement pratiques médiatiques ne devraient-elles pas davantage être remises en question ? La façon, par exemple, dont les chaînes d'information en continu ont scénarisé l'affrontement entre Macron et Le Pen lors de leurs venues respectives sur le site de Whirlpool à Amiens n'abaisse-t-elle pas la démocratie ?

Parfaitement. La télévision est devenue le cirque Pinder. Lorsque vous regardiez le compte à rebours, juste avant l'annonce des deux candidats, les journalistes s'étaient mus en "Monsieur Loyal" haranguant les téléspectateurs pour vendre leur show. On attendait l'arrivée de la femme à barbe. Nous sommes en situation d'état d'urgence, avec une précarisation croissante de la population, des problématiques aussi douloureuses que celles de l'accueil des réfugiés ou du chômage de masse... Et face à cela, nous avons droit aux jeux du cirque. Le problème fondamental est que ce grand spectacle n'a rien de démocratique : c'est une machine à fabriquer du faux (et non pas de la fiction), qui superpose mauvais théâtre et politique. Pour produire quelque chose de l'ordre de l'ininterrompu, la télévision se nourrit de fausses intrigues, d'affaires dans l'affaire, de sa passion du détail... Il en découle une perte totale de prise avec la réalité d'une part, et avec l'exercice même de la démocratie d'autre part. Celle-ci n'est en effet pas là pour capter l'attention comme un divertissement : elle tente de créer de la rationalité publique, ce qui constitue une toute forme d'attention et de concentration, et dès lors un spectacle trop ennuyeux pour le modèle

médiatique actuel, basé sur l'économie de l'attention, telle qu'elle a été théorisée par Georg Franck, et de façon plus populaire et percutante par le fameux "temps de cerveau disponible" dont parlait en son temps l'ancien PDG de TF1, Patrick Le Lay. Le fait que les médias soient ainsi dénaturés dans leur fonction d'information pose donc un véritable problème démocratique, qui va en s'aggravant.

Propos recueillis par Clara Bamberger

lesinrocks.com

V) Borloo s'engage "à fond" et veut "aider" Macron

L'ancien ministre et ancien dirigeant centriste Jean-Louis Borloo s'engage "à fond" derrière Emmanuel Macron, qu'il veut "aider"...



Par AFP

L'ancien ministre et ancien dirigeant centriste Jean-Louis Borloo s'engage "à fond" derrière Emmanuel Macron, qu'il veut "aider" car c'est "le seul catalyseur du choix de l'avenir", annonce-t-il dans un entretien au Journal du dimanche.

"Je m'engage à fond. Je veux aider Emmanuel Macron", déclare M. Borloo, "en retrait total de la vie politique" depuis trois ans.

L'ancien ministre de la Ville (2002-2004), de l'Emploi (2004-2007) et de l'Écologie (2007-2010) se dit "prêt à (s)e retrouver les manches deux ou trois ans pour donner un coup de main" au candidat d'En Marche!, que les sondages donnent favori face à Marine Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle dans une semaine.

"Je me suis tu jusqu'à présent, aujourd'hui j'ai décidé de parler car la situation est grave et le vote de dimanche engagera les Français sur un chemin irréversible pour une génération",

poursuit M. Borloo.

"J'ai longuement réfléchi et je fais le pari d'Emmanuel Macron", renchérit l'ancien président de l'Union des démocrates et indépendants, en affirmant n'être "candidat à rien".

"Je ne suis pas en train de passer un entretien d'embauche. Je parle aux Français", insiste-t-il.

Pour ce centriste, M. Macron représente "le pari de l'audace, de la modernité, du renouvellement, et de l'action positive".

"Emmanuel Macron entend fédérer les forces vives, se moderniser, faire évoluer le projet européen quand Marine Le Pen, elle, veut diviser, se barricader derrière une ligne Maginot, se séparer de nos voisins européens, sortir d'une monnaie stable et protectrice et proposer un projet économique digne du Parti communiste des années 1960. Le seul catalyseur du choix de l'avenir, c'est Emmanuel", vante encore M. Borloo.

Il voit dans le candidat d'En Marche! "quelqu'un qui rassemble, qui défend un monde ouvert et solidaire, qui est transgressif, déterminé et courageux".

Lançant un appel "à tous les Français, quel que soit leur choix du premier tour", M. Borloo souhaite que "la victoire d'Emmanuel Macron soit large".

"Nous sommes en train de tourner une page et Emmanuel Macron correspond à cette demande. (...) C'est notre dernière chance, elle est possible, elle est enthousiasmante", appuie M. Borloo, dont le soutien à M. Macron a été long à se dessiner malgré des convergences de vues.

De sources concordantes, M. Borloo et M. Macron se sont ainsi rencontrés mi-mars, sans que leur entretien n'ait de suite.

"L'entrevue entre Borloo et Macron s'est mal passée. Macron est persuadé qu'il a déjà gagné. Alors Borloo lui a dit: +tu redescends sur terre et tu me rappelleras à ce moment-là+", assurait début avril à l'AFP un responsable centriste.



VI) Le Pen tente un geste vers les écolos et les insoumis



PARIS (Reuters) - Marine Le Pen a défendu dimanche une "planification écologique" par opposition à la "mondialisation

sauvage" aux conséquences néfastes pour l'environnement, lors d'une visite surprise à Gardanne (Bouches-du-Rhône), sur le site de l'usine Altéo, dont les rejets de "boues rouges" dans la Méditerranée ont fait polémique.

En reprenant l'expression de "planification écologique" chère à Jean-Luc Mélenchon, la candidate du Front national a une nouvelle fois tendu la main aux électeurs de La France insoumise, qu'elle avait invités vendredi à "faire barrage à Emmanuel Macron", son adversaire du second tour dimanche prochain.

"On veut nous faire croire que soit on fait le choix de la santé de nos compatriotes et de l'environnement soit on fait le choix de l'emploi", a déclaré la présidente en congé du FN au micro de BFMTV et LCI lors de ce déplacement qui ne figurait pas à son agenda.

"Et bien, je viens dire que précisément dans le cadre de la planification écologique que je veux voir mettre en oeuvre par l'Etat stratège, il n'y aura plus ce choix à effectuer et on arrivera à concilier en même temps la protection de l'emploi qui est très importante ici et en même temps le respect de considérations qui soient respectueuses de la santé", a-t-elle ajouté.

"Le pire modèle économique pour la planète, le pire modèle économique pour l'environnement, c'est le modèle de la mondialisation sauvage (...) car il démultiplie les transports et donc la pollution, qui touche de plus en plus de nos compatriotes", a déclaré Marine Le Pen.

A une semaine du second tour de l'élection présidentielle, la candidate du Front national a ainsi poursuivi sa confrontation à distance, par médias interposés, avec son adversaire Emmanuel Macron, candidat du mouvement En Marche !.

Marine Le Pen, qui a obtenu vendredi le soutien du souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, tente notamment de convaincre les électeurs de Jean-

Luc Mélenchon, arrivé quatrième au soir du premier tour avec 19,58% des suffrages.

Lors de la première semaine de campagne de l'entre-deux-tours, la députée européenne a mis en avant sa volonté de lutter contre la mondialisation qu'elle qualifie de "sauvage".

Elle s'est notamment rendue mercredi devant l'usine Whirlpool d'Amiens (Somme) et auprès des pêcheurs sur un chalutier au large du Grau-du-Roi (Gard) jeudi.

(Myriam Rivet, édité par Pierre Serisier)

[reuters.com](https://www.reuters.com)

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue